

HAROUN-ZAKI ET BRAHIM DÉCOUVERTS ASSASSINÉS APRÈS AVOIR ÉTÉ MUTILÉS

Les Algériens sous le choc

Les corps mutilés et sans vie des enfants Boudaira Haroun-Zaki, âgé de 9 ans, et Hachiche Brahim, 10 ans, ont été retrouvés hier, non loin du lieu de leur enlèvement, précisément à l'Unité de voisinage (UV) 17, un îlot de bâtiments en chantier de la Nouvelle Ville Ali-Mendjeli.

Une nouvelle qui a mis sous le choc la Nouvelle Ville Ali-Mendjeli qui a connu, pour rappel, des affrontements violents entre émeutiers exigeant vengeance et sécurité et forces de l'ordre qui ont usé de gaz lacrymogènes pour disperser des manifestant incontrôlables qui s'en sont pris aux commerces et édifices publics. Car s'il est vrai qu'un climat de psychose s'est installé dans toute la wilaya de Constantine depuis l'enlèvement des deux enfants samedi dernier, rien ne justifie cette réaction des jeunes de la cité.

Une découverte macabre après trois jours d'intenses recherches effectuées par les services de sécurité mais également par les habitants de la Nouvelle Ville qui ont fait preuve d'une solidarité sans faille avec les familles des deux victimes. Une découverte qui a mis le feu aux poudres dans la méga-cité Ali-Mendjeli tellement la colère de ses habitants a atteint son paroxysme au fur et mesure que le temps passait et qu'aucune nouvelle apaisante n'était venue soulager la détresse des parents des deux victimes.

Inconsolables, des jeunes et moins jeunes ont pris à partie les services de sécurité accusés de n'avoir pas fait preuve de diligence et de tact en des circonstances où la vie des citoyens est mise en danger. Un drame qui ne manquera pas également de susciter des remous et des tensions tant il est vrai que la question de la sécurité au niveau de la Nouvelle Ville Ali-Mendjeli s'est posée depuis que les premiers locataires y ont élu domicile.

La nouvelle a fait accourir des marées humaines sur les lieux où ont



Photos : DR

Colère et indignation après la macabre découverte des deux enfants.

été «jetés» les corps des deux victimes. Surexcités et très en colère, ils ont quadrillé la zone empêchant y compris la police scientifique de prospecter les lieux et accomplir son travail d'usage.

L'alerte de la découverte a été donnée vers 14 heures et c'est le corps de Haroun-Zaki qui a été identifié en premier, a priori, mutilé et dissimulé dans une valise à l'entrée d'une cave d'un immeuble en chantier. Hachiche Brahim a été, lui, retrouvé à une centaine de mètres plus loin, près d'une base de vie de travailleurs chinois, dans les mêmes conditions, les mains dans un gros sac plastique noir. L'ambulance qui devait transporter le corps à l'hôpital Abdelkader-Bencherif, où fut déjà entreposée la dépouille de Haroun-Zaki, n'a pu accéder sur les lieux investis par des jeunes en colère qu'aux environs de 16h30.

Dénonçant l'inertie des policiers, ils criaient vengeance pour ce crime abominable exigeant même qu'on leur livre un suspect qui aurait été arrêté hier. A l'entrée de l'hôpital également, des centaines de jeunes s'étaient amassés, menaçant, en pleurs, de tout sac-

cager. Une occasion pour eux de s'en prendre aux policiers pour dénoncer une espèce de «hogra» de la part de ces derniers alors que «la sécurité n'est même pas assurée, car si tel était le cas comment peut-on assister à un crime aussi abominable à l'intérieur d'une agglomération de plus de 250 000 habitants ?» accusent-ils.

Autant dire qu'au-delà du climat de frayeur et de panique qui s'est installé dans la quasi-totalité des foyers constantinois, la disparition mystérieuse, depuis samedi dernier, des deux innocents avait continué de susciter l'émoi et la consternation.

Le Tout-Constantine était suspendu aux nouvelles quant au sort des deux bambins enlevés. L'intensification des recherches par les différents services de police et de la Gendarmerie nationale n'avait pas abouti en dépit des moyens considérables déployés pour dénouer cette affaire, dont les hélicoptères de reconnaissance de la Gendarmerie nationale et la cellule de suivi et de coordination composée d'enquêteurs spécialisés et de psychologues mise sur pied par la Sûreté de wilaya.

Une mobilisation rarement observée par les services de sécurité de la wilaya de Constantine tant il vrai, aussi, que l'écho de cette affaire a retenti de manière invraisemblable aux quatre coins de la wilaya où, désormais, les parents d'élèves se bousculent aux portes des écoles.

La multitude des versions et ouïe-dire n'étaient pas pour faciliter la tâche des services de sécurité qui ne devaient négliger aucun détail dans pareils cas. Il n'en demeure pas moins que ces derniers, qui disposaient d'un élément crucial, un témoin oculaire en la personne d'un enfant de 14 ans qui aurait assisté à la scène de l'enlèvement, ont poursuivi leurs recherches dans tous les sens et tenté de recueillir la moindre information pouvant faire avancer l'enquête. Ceci au moment où les familles des enfants demeuraient inconsolables et attachaient tous leurs espoirs au moindre bruit.

La visite du wali de Constantine dans la soirée de lundi aux familles, venu les rassurer de son soutien et sa détermination à veiller personnellement à faire aboutir les recherches, a été diversement appréciée.

Les concernés ont cru un instant que le premier responsable de la wilaya était porteur de bonnes nouvelles.

Une présence qui a provoqué, au-delà de son caractère responsable et de réconfort, une vive émotion, voire des malaises et des évanouissements parmi les présentes. Hier, ce sont des femmes, proches, voisines solidaires avec les familles des deux enfants qui ont tenté d'organiser une marche dans la matinée à partir de l'Unité de voisinage 18 de la Nouvelle Ville Ali-Mendjeli pour exiger le retour des deux enfants et plus de sécurité.

Très vite, les hommes sont parvenus à les en dissuader craignant que des agitateurs saisissent l'occasion pour semer le trouble. Mais c'était compter sans cette dramatique et sinistre tournure.

K. G.

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉES DÉNONCE

«L'ONAAPH doit cesser sa publicité mensongère»

La Fédération nationale des associations des personnes handicapées moteurs a dénoncé, hier, le problème de non-disponibilité de l'appareillage pour personne handicapée. Dénonçant, «une mauvaise prise en charge au niveau de l'ONAAPH», la fédération propose l'élargissement de la signature de la Cnas aux opérateurs privés.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon M^{me} El Maâmeri, présidente de la Fédération des personnes handicapées, la disponibilité et la qualité de l'appareillage font défaut. «Nous avons envoyé maints courriers au directeur de l'Office national de l'appareillage pour personnes handicapées (ONAAPH) sans pour autant obtenir une réponse. Il y a une ouverture au niveau du ministère de la Solidarité nationale et les responsables, en ce moment nous écoutent, mais c'est le statu quo

au niveau de l'ONAAPH.» L'intervenante, qui s'exprimait hier dans le cadre du forum du quotidien *DK News*, a expliqué que le 3 décembre dernier, il y a eu la signature d'une convention entre la Cnas et l'ONAAPH qui a réglé les problèmes entre les deux structures mais n'a pas réglé les difficultés des personnes handicapées.

«Que l'ONAAPH soit à la hauteur des ambitions qu'on lui donne, son personnel est parti à la retraite sans pour autant être remplacé, cela est notamment

le cas pour les maîtres cordonniers. «Pourquoi créer un grand centre comme celui de Ben Aknoun pour l'audio-prothèse, à titre d'exemple au lieu de créer de petites structures au niveau du territoire national pour éviter le déplacement des personnes handicapées», s'indigne M^{me} El Maâmeri.

Intervenant, hier, des personnes handicapées ont dénoncé le calvaire vécu au quotidien pour l'acquisition de l'appareillage et aussi la mauvaise qualité de ce matériel.

Procédures lentes, bureaucratie, mauvais accueil et prise en charge inadéquate, absence de coordination entre l'ONAAPH et la Cnas, appareillage défaillant et la liste des difficultés vécue par cette frange de la

société est encore longue, expliquent les membres de la Fédération des personnes handicapées.

«Arrêtez de nous orienter vers les produits finis, sommes-nous tentés de dire à l'ONAAPH qui n'a pas prévu le remplacement de ses appareilleurs partis à la retraite. Le monopole de fait de l'ONAAPH doit cesser, et nous dénonçons sa publicité mensongère», a déclaré M^{me} El Maâmeri, notant que l'ONAAPH n'a plus le temps de s'occuper du côté médical dans la production de l'appareillage pour handicapés.

La Fédération nationale des personnes handicapées regroupe soixante associations au niveau national.

F.-Z. B.

**AFFAIRE
DE L'ADOLESCENT
KHOUALED ISLAM**

Le procès reporté au 19 mars prochain

Le procès de l'adolescent Khoualed Islam, prévu hier mardi, à Agadir, au Maroc, a été reporté au 19 mars prochain, avons-nous appris de sources proches du dossier.

Par ailleurs, le collectif des avocats algériens pour la défense du prévenu, Islam, n'a pas encore reçu l'autorisation du ministère de la Justice marocaine pour plaider la cause de ce dernier.

Khoualed Islam qui est en prison depuis le 11 février dernier, y séjournera encore une autre semaine, en attendant son jugement.

L. S.